

No. 28696

**FRANCE
and
YEMEN**

**Agreement concerning the promotion and protection of
investments (with exchanges of letters). Signed at Paris
on 27 April 1984**

Authentic texts: French and Arabic.

Registered by France on 4 March 1992.

**FRANCE
et
YÉMEN**

**Accord sur l'enconragement et la protection des investisse-
ments (avec échanges de lettres). Signé à Paris le 27 avril
1984**

Textes authentiques : français et arabe.

Enregistré par la France le 4 mars 1992.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Arabe du Yemen (ci-après dénommés "les Parties Contractantes"),

Souhaitant développer la coopération économique entre les deux Etats et créer des conditions favorables pour les investissements français en République Arabe du Yemen et yéménites en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements dans le cadre d'un accord international sont propres à stimuler les courants d'affaires, les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays dans l'intérêt de leur développement économique et de la prospérité dans les deux Etats,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Définitions

Pour l'application du présent accord :

1.1. Le terme "investissement" désigne des avoirs, droits et intérêts de toute nature et, plus particulièrement, mais non exclusivement :

a) les biens meubles ou immeubles ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation même minoritaires ou indirectes aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;

¹ Entré en vigueur le 19 juillet 1991, soit un mois après la date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties contractantes s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément à l'article 12.

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industrielles), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, y compris les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans les zones maritimes adjacentes ;

étant entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie Contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de l'Etat sur le territoire ou dans les zones maritimes duquel l'investissement est réalisé.

1.2. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, et en particulier, mais non exclusivement les bénéfices, redevances, droits, dividendes et intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

1.3. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des parties contractantes.

1.4. Le terme de "sociétés" désigne toutes les personnes morales, telles que en particulier les compagnies, sociétés commerciales ou associations, constituées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes conformément à la législation de celle-ci et y possédant leur siège social, ou contrôlées directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

1.5. L'expression "zones maritimes" s'entend des zones marines et sous-marines sur lesquelles les Parties Contractantes exercent, en conformité avec le Droit International, la souveraineté, des droits souverains ou une juridiction.

ARTICLE 2

Encouragement et Protection des Investissements

2.1. Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans ses zones maritimes.

2.2. Chacune des Parties Contractantes s'engage à assurer sur son territoire et dans ses zones maritimes un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit International, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. Chaque Partie contractante s'engage à ne pas entraver par des mesures injustifiées ou discriminatoires la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou

l'aliénation des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante sur son territoire ou dans ses zones maritimes.

Chaque Partie contractante s'engage à honorer les obligations qu'elle peut avoir contractées relativement aux investissements des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante.

2.3. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties Contractantes bénéficient, sur le territoire et dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

ARTICLE 3

Traitement des investissements

3.1. Chaque Partie contractante applique sur son territoire et dans ses zones maritimes, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, le traitement accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et les zones maritimes de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier de toutes les facilités appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

3.2. Les dispositions du présent Accord relatives au traitement national ou à celui de la nation la plus favorisée n'obligent pas une Partie contractante à étendre aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante les avantages de tout traitement, bénéfique ou privilège accordés par la première Partie contractante en vertu d'un Accord relatif à une union douanière existante ou future, un marché commun, une zone à tarif extérieur ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

ARTICLE 4

Indemnisation des dommages et pertes

4.1. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, révolte ou état d'urgence national survenu sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la nation la plus favorisée.

4.2. Les nationaux ou sociétés d'une Partie contractante, qui, dans l'une des situations visées au paragraphe 4.1., subissent sur le territoire et dans les zones maritimes de l'autre Partie contractante des pertes résultant de :

a) la réquisition de leurs biens par les forces ou autorités de ladite Partie ;

b) la destruction de leurs biens par les forces ou autorités de ladite Partie, dans le cas où cette destruction n'a pas été causée dans une action de combat ou n'a pas été nécessitée par les exigences de la situation ;

bénéficient dans toutes circonstances d'une restitution ou d'une indemnisation appropriée.

ARTICLE 5Dépossession

5.1. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement (mesures désignées ci-après mesures de "dépossession"), les nationaux ou sociétés de l'autre Partie, des investissements leur appartenant sur son territoire et dans ses zones maritimes, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique.

Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant calculé sur la valeur réelle des investissements concernés doit être évalué par rapport à une situation économique normale, antérieure à toute menace de dépossession et en particulier avant que la dépossession ne soit connue dans le public.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit jusqu'à la date du versement des intérêts calculés au taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes.

5.2. Des dispositions légales sont prises pour donner aux nationaux et sociétés concernés droit à un contrôle rapide de la légalité des mesures prises contre les investissements ou les revenus et de leur évaluation par une procédure appropriée et par une autorité (administrative ou judiciaire) indépendante de la Partie Contractante qui procède à l'expropriation, conformément aux principes énoncés au présent paragraphe. Cela ne porte pas atteinte au droit à l'arbitrage conformément à l'Article 8 ci-après.

ARTICLE 6Transferts

Chaque Partie Contractante, sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert sans restriction :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1.1. lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la liquidation totale ou partielle de l'investissement en incluant les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues aux Articles 4 et 5 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou les zones maritimes de l'autre partie contractante au titre d'un investissement agréé sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change officiel applicable à la date du transfert.

ARTICLE 7

Garanties

Dans la mesure où la législation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, après examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans les zones maritimes de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visés à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

ARTICLE 8

Arbitrage en cas de différend entre un national ou une société et une Partie contractante

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est autant que possible réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre des parties à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs à l'investissement (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements entre Etats et Ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965¹.

ARTICLE 9

Subrogation

Si l'une des Parties Contractantes en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire de l'autre Partie, effectuée des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au CIRDI ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

ARTICLE 10

Engagements spécifiques

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement spécifique de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

ARTICLE 11Différends entre les Parties contractantes

11.1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible par la voie diplomatique.

11.2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage ;

11.3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre du tribunal d'arbitrage dans un délai de deux mois à partir de la date de notification par une Partie contractante à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à l'arbitrage. Les deux membres ainsi désignés nomment d'un commun accord un troisième membre, qui doit être un ressortissant d'un pays tiers et qui est désigné comme président du tribunal d'arbitrage par les deux Parties contractantes ; le président doit être désigné dans les deux mois de la désignation du dernier des deux autres membres.

11.4. Si les délais fixés au paragraphe 11.3. ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout accord applicable, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est un ressortissant de l'une ou l'autre Partie Contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général Adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une ou l'autre Partie contractante procède aux désignations nécessaires.

11.5. Le Tribunal d'arbitrage prend sa décision à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le Tribunal fixe son propre règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, compte tenu des circonstances particulières, les frais de justice, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les deux Gouvernements.

ARTICLE 12Entrée en vigueur

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord. Ces notifications devront être faites aussitôt que possible. Le Présent accord prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

ARTICLE 13Durée de l'accord

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans ; il restera en vigueur après ce terme à moins que l'une des deux Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

Fait à Paris le 27 avril 1984
en double exemplaire, chacun
en langues française et arabe, les
deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République Française :

[Signé]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Sous-Directeur à la Direction
du Trésor

Pour le Gouvernement
de la République Arabe
du Yémen :

[Signé]

MOHAMED AHMED AL JUNAID
Ministre du Développement
et Président de l'Organisation Centrale
de Planification

ÉCHANGES DE LETTRES

I a

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Arabe du Yemen sur l'Encouragement et la Protection Réciproques des Investissements et de vous préciser que l'interprétation de cette Convention est la suivante :

1. En ce qui concerne l'article 1 paragraphe 1.1.

S'agissant des investissements réalisés avant la date de signature du présent accord, le traitement prévu par ce dernier s'applique sauf si la Partie contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle l'investissement a été réalisé notifie au cas par cas à l'autre Partie contractante dans un délai de six mois à partir de la date de signature du présent accord une décision contraire.

Dans cette éventualité des consultations auront lieu entre les Parties contractantes à la demande de l'une d'entre elles pour rechercher une solution mutuellement acceptable. Dans l'intervalle ou en l'absence de telles consultations, le traitement de l'investissement concerné reste défini par les accords particuliers intervenus avant la signature du présent accord.

2. En ce qui concerne l'article 1, paragraphe 4

La nationalité "d'une société contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci" sera reconnue par la Partie contractante sur le territoire ou dans les zones maritimes de laquelle l'investissement est effectué, préalablement à la réalisation de ce dernier.

En cas de désaccord sur la nationalité de la société concernée, des consultations auront lieu entre les deux Parties contractantes afin d'arriver à un accord mutuellement satisfaisant.

3. En ce qui concerne l'article 3 :

a) Sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue ;

b) Les Parties contractantes examineront avec bienveillance dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante.

4. En ce qui concerne l'article 5 :

Le taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes est le taux d'intérêt officiel du droit de tirage spécial tel que fixé par le FMI.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

Le Président de la Délégation Française,

[Signé]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Sous-Directeur à la Direction du Trésor

II a

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour dont la teneur suit :

[*Voir lettre Ia*]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ces termes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

Le Président de la Délégation
de la République Arabe du Yémen,

[*Signé*]

MOHAMED AHMED AL JUNAID

Ministre du Développement et Président
de l'Organisation Centrale de Planification

I b

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à l'accord signé ce jour entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Arabe du Yémen sur l'encouragement et la Protection Réciproques des Investissements et de vous préciser que l'interprétation de cette Convention est la suivante, en ce qui concerne les articles 8 et 9 :

Dans l'attente de l'adhésion de la République Arabe du Yémen à la Convention sur la règlement des Différends entre Etats et ressortissants d'autres Etats signée à Washington le 18 mars 1965, les Parties contractantes conviennent que tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes sera réglé définitivement selon le règlement d'arbitrage de la Commission des Nations-Unies pour le Droit Commercial International tel qu'il a été adopté par l'Assemblée Générale des Nations-Unies dans sa résolution 31/98 du 15 décembre 1976.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire part de l'accord de votre Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

Le Président de la Délégation Française,

[Signé]

JEAN CLAUDE TRICHET
Sous-Directeur à la Direction du Trésor

II b

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour dont la teneur suit :

[*Voir lettre I b*]

J'ai l'honneur de confirmer l'accord de mon Gouvernement sur le contenu de cette lettre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.

[*Signé — Signed*]¹

Le Président de la Délégation
de la République Arabe du Yémen

¹ Signé par Mohamed Ahmed Al Junaid — Signed by Mohamed Ahmed Al Junaid.

Ic

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à l'Accord signé le 27 avril 1984 entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Arabe du Yémen. A la suite des conversations qui ont eu lieu entre experts des deux Parties en vue de la mise en conformité du texte arabe de l'Accord avec le texte français, il a été convenu de ce qui suit :

	<u>Texte français</u>	<u>Texte arabe</u>
Article 1er I-1 c)	... droits à <u>toutes prestations</u> ayant une valeur économique	... واة خدمات ذات...
Article 1er I-4 5ème ligne	... par des nationaux de l'une des Parties Contractantes...	... من مواطني....
Article 3 3-2 6ème ligne	... Une zone à tarif <u>extérieur</u> ou...	... ذات تعريفه خارجية....
Article 4 4-2 a)	... la réquisition de <u>leurs biens par les forces ou autorités de ladite Partie</u>	مصادرة السلطات العامة او قوائها لاموال الطرف الاخر .
Article 4 4-2 b)	... la destruction de <u>leurs biens par les forces ou autorités de ladite Partie.</u>	انلاف السلطات العامة او قوائها لاموال الطرف الاخر .
Article 6 a)	... bénéfiques et autres revenus courants.	... والارباح وغير ذلك من الابرادات العاربه .
Echange de lettres N° 1 Page 9 3 b 2ème ligne	lère lettre dans le <u>cadre de leur législation interne</u> (omis dans le texte arabe)	في اطار تشريعاتها الداخلية... ... (omis dans le texte arabe)

Echange de lettres

N° 1 Page 11 2ème lettre

3 b 2ème ligne dans le cadre de leur légis- ... في إطار تشريعاتها الداخلية ...
gislation interne (omis dans
le texte arabe).

Si ce qui précède recueille l'agrément de votre Gouvernement, la présente lettre et votre réponse feront partie intégrante de l'Accord précité et entreront en vigueur à la même date que celui-ci.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma plus haute considération.

Pour le Gouvernement de la République Arabe du Yémen :

[Signé]

MOHAMED SAID AL ATTAR

Vice-Premier Ministre

Ministre du Développement

et Président de l'Organisation Centrale de Planification

II c

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 22 décembre 1985 dont la teneur suit :

[*Voir lettre Ic*]

Je vous confirme l'accord intervenu entre les deux Parties sur le contenu de la lettre précitée.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma plus haute considération.

Pour le Gouvernement de la République Française :

[*Signé*]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Chef de Service à la Direction du Trésor

تبادل الرسائل
 1ère lettre
 رقم الصفحة ١١
 الرسالة الأولى - ٢ ب)
 في إطار تشريعاتها الداخلية dans le cadre de leur législation interne
 (لم تترجم في النص العربي)

تبادل الرسائل
 2ème lettre
 رقم الصفحة ١٢
 الرسالة الثانية رقم ٢ ب)
 في إطار تشريعاتها الداخلية dans le cadre de leur législation interne
 (لم تترجم في النص العربي)

إذا حصلت موافقة حكومتكم على سائر مرزء املاء ، فانه تشكل هذه الرسالة
 والرد عليها جزءاً متكاملًا من الاتفاق أنه الذكر وسرى مفعول كليهما ابتداءً من
 تاريخ توقيعها .

- تفضلوا سبابة الرئيس بقبول فائق احترامى وتقديرى .
- أوكد لكم موافقة الطرفين على مضمون الرسالة أنفة الذكر .
- تفضلوا سبابة الرئيس بقبول فائق احترامى وتقديرى .

من حكومة الجمهورية الفرنسية

Le Président de la Délégation de la République Française :

[Signé]

JEAN-CLAUDE TRICHET
 Chef de Service à la Direction du Trésor

II c

تبادل رسائل رقم ٢

سيادة الرئيس ،

وذا المضمون :

بشرفني ان احيطكم علما باستلامي رسالتكم المؤرخة في

بشرفني ان اشير الى الاتفاق الذي تم ابرامه في ٢٧ ابريل ١٩٨٤ بين حكومة

الجمهورية العربية اليمنية وحكومة الجمهورية الفرنسية ،

وعلى اثر المعادثات التي تمت بين خبراء الطرفين والتي هدفت الى

مطابقة النسخة العربية من الاتفاق مع النسخة الفرنسية ، تم الاتفاق على الاتي:

<u>النص العربي</u>	<u>النص الفرنسي</u>	<u>رقم الاشارة</u>
... واية خدمات ذات...	... droits à <u>toutes presta-</u> <u>tions</u> avant une valeur éco- nomique	المادة الاولى ١ - ا ج
... من مواطني...	... par des <u>nationaux</u> de l'une des Parties Contractantes...	المادة الاولى ٤ - ا
... ذات تعريفه خارجية...	... Une zone à tarif <u>extérieur</u> ou...	المادة ٢ ٢-٢
مصادرة السلطات العامة او قواتها لاموال الطرف الاخر.	... la réquisition de <u>leurs</u> <u>biens</u> par les forces ou auto- <u>rités</u> de ladite Partie	المادة ٤ ٤ - ٢ ا
اتلاف السلطات العامة او قواتها لاموال الطرف الاخر.	... la destruction de <u>eurs</u> <u>biens</u> par les forces ou auto- <u>rités</u> de ladite Partie.	المادة ٤ ٤ - ٢ ب
والارباح وغير ذلك من الايرادات الجارية	... bénéfiques et autres revenus courants.	المادة ٦ ١

تبادل الرسائل

رقم الصفحة ١١
الرسالة الاولى - ٢ ب) lère lettre
في اطار تشريعاتها الداخلية ...
dans le cadre de leur
(لم تترجم في النص العربي)
législation interne


تبادل الرسائل

رقم ١ - صفحة ١٢
الرسالة الثانية - ٣ ب) 2ème lettre
في اطار تشريعاتها الداخلية ...
dans le cadre de leur
(لم تترجم في النص العربي)
législation interne

اذا حصلت موافقة حكومتكم على ماتم مرضه اعلاه، فانه تشكل هذه الرسالة
والرد عليها جزءاً متكاملًا من الاتفاق اذ الذكر ويمرر مفعول كليهما ابتداءً من
تاريخ توقيعه.

تفضلوا سيادة الرئيس بقبول فائق احتراماتي وتقديري.

من حكومة الجمهورية العربية اليمنية


١٩/٤/٧٧

Ic

تبادل رسائل رقم ٣

سيادة الرئيس ،

بشرفتي ان اشير الى الاتفاق الذي تم ابرامه في ٢٧ ابريل ١٩٨٤

بين حكومة الجمهورية العربية اليمنية وحكومة الجمهورية الفرنسية .

وعلى اثر المعاهدات التي تمت بين خيرا الطرفين والتي هدفت الى

مطابقة النسخة العربية من الاتفاق مع النسخة الفرنسية ، تم الاتفاق على الاتي:

<u>رقم الاشارة</u>	<u>النص الفرنسي</u>	<u>النص العربي</u>
المادة الاولى ١ - ا ج	... droits à <u>toutes prestations</u> ayant une valeur économique	.. واية خدمات ذات...
المادة الاولى ١ - ٤	... par des <u>nationaux</u> de l'une des Parties Contractantes...	... من مواطني ...
المادة ٢ ٢ - ٢	... Une zone à tarif <u>extérieur</u> ou....	... ذات تعريف خارجي ..
المادة ٤ (١٢ - ٤)	... la réquisition <u>de leurs biens</u> par les forces ou <u>autorités</u> de ladite Partie	مصادرة السلطات العامة او قواتها لاموال الطرف الاخر-
المادة ٤ (٢ - ٤ ب)	... la destruction <u>de leurs biens</u> par les forces ou <u>autorités</u> de ladite Partie.	اتلاف السلطات العامة او قواتها لاموال الطرف الاخر-
المادة ٦ (١)	... bénéfices et autres revenus courants.	والارباح ولغير ذلك من اليرادات الجارية

II b

سيادة الرئيس :

انه ليشرفني ان افيدكم باستلام رسالتكم والتي كانت فحواها : -

• انه ليشرفني ان افيدكم بان الاتفاق الموقع بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية العربية اليمنية بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات « موضحا بان تفسير هذا الاتفاق هو كالتالي فيما يتعلق بالسيادة - (١٩٠٨) -

انتظارا لموافقة الجمهورية العربية اليمنية على الاتفاق بشأن تسوية الخلافات بين الدول ورعايا الدول الاخرى الموقع في واشنطن في ١٨ صارس ١٩٦٥م ، فان الاطراف المتعاقدة توافق على ان خلاف متعلق بالاستثمارات بين احد الاطراف المتعاقده وبين مواطن او شركة للطرف الاخر المتعاقد سيحل نهائيا وفقا لقرار لجنة تحكيم الامم المتحدة لقانون التجارة الدولية السنوي وافقت عليه الجمعية العامة للامم المتحدة في قرارها ٣١ - ٩٨ بتاريخ ١٥ ديسمبر ١٩٦٦م

وساكون متنا باخطارنا بموافقة حكومتكم على فحوى هذا الخطاب .
يشرفني ان اؤكد موافقة حكومتي على فحوى هذا الخطاب .
وتقبلوا سيادة الرئيس بقبول والفر التحية والاحترام::

ئيس ولةالجمهورية العربية اليمنية



٤١٤

I b

سيادة الرئيس

انه ليشرفني ان افيدكم بان الاتفاق الموقع بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة

الجمهورية العربية اليمنية بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات موصحا

تفسير هذا الاتفاق هو كالتالي فيما يتعلق بالمادة ٨ ، ٩ -

انتظارا لموافقة الجمهورية العربية اليمنية على الاتفاق بشأن تسوية الخلافات بين

الدول ورعاها الدول الاخرى الموقع في واشنطن ١٨ مارس ١٩٦٥ م ، فان الاطراف المتعاقدة

توافق على ان كل خلاف يتعلق بالاستثمارات بين احد الاطراف المتعاقدة وبين مواطنين

أو شركة للطرف الاخر المتعاقد سيحل نهائيا وفقا لقرار لجنة تحكيم الاسم المتحدة لقاسوس

التجارة الدولية الذي وافقت عليه الجمعية العامة للأمم المتحدة في قرارها ٢١ - ٩٨ بتاريخ

١٥ ديسمبر ١٩٦٦ م .

وساكون ممتنا باحطارتنا بموافقة حكومتكم على فحوى هذا الخطاب .

وتفضلوا سيادة الرئيس بقول وافر الاحترام،،،،،

رئيس الوفد الفرنسي.

يقوم الطرفان المتعاقدان بحصص باهنام وترحاب طلبات الدحول والسماح بالاقامة والعمل ومسور
السيارات القادمة ~~حججهم~~؛ طس الطرف المتعاقد للاستثمار على ارس الطرف الاخر المتعاقد.

المادة ٥

فما يتعلق بحجم الفائدة ، فإن حجم الفائدة المتفق عليه بواسطة الاطراف المتعاقدة هو حجم
الفائدة الرسمي لقانون السحب الخاص الذي اقرته [c FM] صندوق النقد الدولي .

وساكون ممثنا باخطارنا بموافقة حكومتكم على فحوى هذا الخطاب .

بشرفي ان اؤكد موافقة حكومتني على فحوى هذا الخطاب .

وتتلوا سيادة الرئيس بقول واقر الاحترام ،،،

رئيس وفد

الجمهورية العربية اليمنية

لويحة

II a

صنعا في ١٩٨٥ م

سيادة الرئيس

+ انه يشرفني ان افيدكم باستلام رسالتكم المؤرخة ٢٧ ابريل ١٩٨٤م والتي كانت

بحواها -

((انه يشرفني ان افيدكم بان الاتفاق الموقع بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية العربية اليمنية بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات موصحا بان تفسر هذا الاتفاق هو كالاتي -

١- فيما يتعلق بالمادة ١ الفقرة ١-

فيما يتعلق بالاستثمارات التي تمت قبل توقيع هذا الاتفاق ، فانها تطبق عليها سريان هذا الاتفاق ، الا اذا ابلغ الطرف المتعاقد على ارض او من المناطق البحرية التي تم عليها الاستثمار الطرف الاخر المتعاقد بقرار مغالف في غضون ستة اشهر من وقت توقيع هذا الاتفاق . وفي هذه الحالة فإنه سوف تحرى المشاورات بين الاطراف المتعاقدة بناء على طلب احدهم للبحث عن حل مقبول ومتفق عليه من الطرفين .

وفي حالة انقطاع او غياب مثل هذه المشاورات ، فإن تعامل الاستثمار المعني يظل محددًا وفقا للاتفاقيات الخاصة المتفق عليها قبل توقيع هذا الاتفاق .

٢- فيما يتعلق بالمادة ١ الفقرة ٤

فإن جنسية (شركة تخضع لاشراف مباشر او غير مباشر من احد الاطراف المتعاقدة او من شخص معنوي يمتلك مركز شركة على ارض احد الطرفين المتعاقدين وتأسس طبقا لتشريعاته) سوف يعلن مسبقا عنها الطرف المتعاقد على ارض او في مناطق بحرية التي تم عليها الاستثمار قبل تنفيذ هذا الاستثمار .

وفي حالة وجود خلاف على جنسية الشركة المعنية ، فإنه ستقوم المشاورات بين الطرفين المتعاقدين للوصول الى اتفاق مرصي للطرفين ومتفق عليه .

٣- المادة ٣

العقبات المتعلقة من الحقوق والمعاملة العادلة والمصلحة مستي تتمثل من كل قيود على شراء ونقل المواد الأولية والاصلاحية ، ومواد الطاقة والاحراق وايضا وسائل الانتاج والاستثمار من كل نوع وكل عقبة في بيع ونقل المنتجات داخل البلاد وخارجها وايضا كل اجراءات مماثلة .

المادة ٥

فيما يتعلق بحجم الفائدة ، فإن حجم الفائدة المتفق عليه بواسطة الاطراف المتعاقدة هو حجم الفائدة الرسمي لقانون السحب الخاص الذي اقرته FMI صندوق النقد الدولي .
وساكون متنا باخطارنا بموافقة حكومتكم على فحوى هذا الخطاب .
وتقبلوا سيادة الرئيس بقبول وافر الاحترام ،،،

رئيس وفيد

الجمهورية الفرنسية

Ia

باريس في ٢٧ ابريل ١٩٨٤م

سيادة الرئيس

((انه يشرفني ان افيدكم بان الاتفاق الموقع بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية العربية السورية بشأن التشجيع والحماية المتبادلة للاستثمارات موضعا بان تفسر هذا الاتفاق هو كالاتي :-

١- فيما يتعلق بالمادة ١ الفقرة ١-١

فيما يتعلق بالاستثمارات التي تمت قبل توقيع هذا الاتفاق ، فانها يطبق عليها سريان هذا الاتفاق ، الا اذا ابلغ الطرف المتعاقد على ارض او من المناطق البحرية التي تم عليها الاستثمار الطرف الاخر المتعاقد بقرار مخالف في غضون ستة اشهر من وقت توقيع هذا الاتفاق .

وفي هذه الحالة فإنه سوف تجرى المشاورات بين الاطراف المتعاقدة بناء على طلب احدهم للبحث عن حل مقبول ومتفق عليه من الطرفين .

وفي حالة انقطاع او غياب مثل هذه المشاورات ، فإن تعامل الاستثمار المعني يظل محددًا وفقا للاتفاقيات العادة المتفق عليها قبل توقيع هذا الاتفاق .

٢- فيما يتعلق بالمادة ١ الفقرة ٤

فإن حسيمة (شركة تخضع لاشراف مباشر او غير مباشر من احد الاطراف المتعاقدة او من شخص معنوي يمتلك مركز شركة على ارض احد الطرفين المتعاقدين وتأسس طبقا لتشريعاته) سوف يظل مسبقا عنها الطرف المتعاقد على ارض او في مناطق بحرية التي تم عليها الاستثمار قبل تنفيذه هذا الاستثمار .

وفي حالة وجود خلاف على حسيمة الشركة المعنية ، فإنه ستقوم المشاورات بين الطرفين المتعاقدين للوصول الى اتفاق مرضي للطرفين ومتفق عليه .

٣- المادة ٣

العقبات المتعلقة بالحقوق والمعاملة العادلة والمصفة متساوية من كل قيود على شراء ونقل المواد الاولية والاصلاحية ، و مواد الطاقة والاحتراق وايضا وسائل الانتاج والاستثمار من كل نوع وكل عقبة في بيع ونقل المنتجات داخل البلاد وخارجها وايضا كل اجراءات مماثلة . يقوم الطرفان المتعاقدان بحرص باهتمام وترحاب طلمات الدخول والسماح بالاقامة والعمل وصورود السيارات القادمة بواسطة مواطني الطرف المتعاقد للاستثمار على ارض الطرف الاخر المتعاقد.

المادة (١٢) تعيين الاتفاق :

يبلغ كل طرف من الاطراف المتعاقدة الطرف الاخر بتمام
الاحرازات الداخلية المطلوبة المتعلقة بسرمان هذا الاتفاق . وينبغي
ان يتم هذا الاعلان باقل مدة ممكنة . ويسرى فممول هذا الاتفاق بعد
شهر من اليوم التالي لاستقبال اعلان الطرف الاخر

المادة (١٣) مدة الاتفاق :

ايتم هذا الاتفاق لمدة اولية قدرها عشر سنوات ويحق سار
المعمول بعد هذه العترة ما لم يفسحه احد الطرفين المتعاقدين
بالطرق الدبلوماسية وبناء على احذار سابقة قبل عام .
وبانقضاء مدة صلاحية هذا الاتفاق ، تستمر الاستثمارات
التي نفذت خلال سريانها بالاستفادة من حماية نصوصها لمدة خمسة
عشر سنة اضافية . .

حرر في باريس في ٢٧ ابريل ١٩٤٤م

من نسختين باللغات العربية

والفرنسية وكلا النصين يمتلكان

اهما نفس القوة من الحجة

عن حكومة الجمهورية العربية المتحدة



عن حكومة الجمهورية الفرنسية



٢-١١- إذا لم يحل النزاع خلال مدة ستة أشهر ابتداء من اللحظة التي اناره فيها احد الاطراف المتعاقدة بمرور بنا* على طلب احسد الاطراف المتعاقدة على محكمة تحكيم .

٣-١١- تسكر المحكمة المسار اليها لكر حالة على حده بالريقة التالية: يعين كر خرد متعاقد عمومي في محكمة التحكيم خلال شهرين من تاريخ اعلان احد الاطراف المتعاقدة للنفرد المتعاقد الاخر عن نيته في عرض النزاي للتحكيم . المعصوين المعيين يعينان باتفاق مشترك عمومي ثالث ، وينبغي ان يكون من رعايا دولة ثالثة ، والذي ينبغي ان يعين كرئيسا لمحكمة الحكم بواسطة العرفيين المتعاقدين :

ينبغي ان يعين الرئيس خلال شهرين من تاريخ تعيين آحسر المعصوين الاخرين .

٤-١١- في حالة عدم مراعاة المهلة المحددة اعلاه في الفقرة ٣-١١ يدو. احد الاطراف المتعاقدة في حالة عدم وجود اتفاق يمكن تاييقه بدعوة الامين العام لقيادة الامم المتحدة للقيام بالاحسرات الضرورية للتعيين . وان اكل الامين العام لمضمة الاسم المتحدة من رعايا احد الاطراف المتعاقدة اولم يستطع ان يمارس هذه الوظيفة لاي سبب كل فان الامين العام المساعد الادم سنا وبشرط ان لا يحمل حمسة احد الاطراف المتعاقدة هو الذي يقوم بأحد الاحسرات الضرورية للتعيين .

٥-١١- تتخذ محكمة التحكيم قرارها بنا* على اقمية الاصواب . وقراراتها نهائية ونافذة بالنسة للاطراف المتعاقدة .

تحدد المحكمة تسويتها الخاصة بالنزاع . وتفسر قرار التحكيم بنا* على طلب احد الاطراف المتعاقدة . وان لم تطلب المحكمة بشكل او باخر ، بالنظر للذروف الخاصة لمصاريف القضاة ومكافآت المحكمين ، فانها توزع بالتساوي بين الحكومتين .

المادة (٨) التحكيم في حالة نزاع بين وطني او شركة وبين الضرف الاخر:

كل نزاع متعلق بالاستثمارات بين احد الاضراف المتعاقدة وسجين مواطن او شركة للظرف المتعاقد الاخر ينبغي حله ود يا بين الاضراف المتعاقدة كلما امكن ذلك .

واى نزاع لم يحل في مدة ستة اشهر ابتداء من اللحظة التي طرحه فيها احد اضراف النزاع ، يعرض بنا* على طلب احد الاضراف للتحكيم امام المركز الدولي لحل المنازعات المتعلقة بالاستثمارات التي انشأته الاتفاقية الخاصة بتموية النزاعات المتعلقة بالاستثمارات بين الدول ورعايا الدول الاخرى الموقعة في واشنطن في ١٨ مارس ١٩٦٥ م .

المادة (٩) انطبول

اذا قام طرف متعاقد واستمر على ارض الضرف الاخر طبقا للمناسبات مفررة بدفع نفود لاهل مواطنيه او لاحد من شركاته ، فانه يحل طبقا لهذا في الحقوق والاسهم الخاصة بهذا المواطن او دنه الشركة .

المدنوعات المذكورة لا توفري حقوق المستعبد من الضمان الحاصر بالجنوه الو المركز الدولي لحل المنازعات المتعلقة بالاستثمار او متاعمة اندعاون المعروحة امامه حتى الوصول الى نهاية الاجراءات .

المادة (١٠) الالتزام الخاصة

الاستثمارات التي تمت ضبعا للالتزام حاصر لا حد الاضراف المتعاقدة بالنسبة لمواطني وشركات الضرف الاخر دون احراز محاكم هذا الاتساق تسرى عليها نصود ذلك الالتزام الحاصر في الحدود التي تكون فيها هذه التدوير اصلاح من تلت المعمور عليها بالاتفاق الحالي .

المادة (١١) المنازعات بين الاضراف المتعاقدة :

١١-١ - المنازعات المتعلقة بتفسير او بتفسير هذا الاتفاق وينبغي حلها كما امكن ذلك بالسرد الدبلوماسية .

الفقرة . ولا يس هذا ايضا الحق في اللجوء الى التحكيم طبقا
لما تتر عليه المادة ٨ فيما بعد .

المادة (٦) التحويلات :

يمنح كل طرف متعاقد لمواطني وشركات الطرف الاخر المتعاقد
الذين انجزوا استثمارات على ارضه او مناطقه البحرية حرية دون قيود
للتحويلات الآتية :-

أ - العوائد وأرباح الاسهم والارباح والحقوق وغير ذلك من
الارادات الجارية .

ب - الانصبة الناتجة من الحقوق المعنوية المذكورة في الفقرة
١-١ الحروف د و هـ من المادة ٦ .

ج - المدفوعات الناتجة عن تعويضات القروض بعقود متضمنة .

د - ناتج التصفية الكاملة او الجزئية للاستثمار مشتملا على زيادة
القيمة في الرأسمال المستثمر .

هـ - تعويضات نوع الحيازة او الخسائر المصوح عليها فسي
الواد ع و هـ السابقة .

يسمح ايضا للمواطني كل من الاطراف المتعاقدة المخول لهم العمل
على الارض او الاقاليم البحرية للثرب المتعاقد الاخر على سبيل الاستثمار
المتفر عليه ان يحولوا الى بلدانهم الاصلية حصة مناسبة من اجورهم .
التحويلات المشار اليها في الفقرات السابقة تتم دون تأخير مستمر
التبادل الرسمي المطبق في تاريخ التحويل .

المادة (٧) الضمانات :

في اطار تشريعات كل طرف من الاطراف المتعاقدة التي تنوع على
ضمانه الاستثمارات التي تمت في الخارج ، يمكن ان تمنح هذه الضمانات
للاستثمارات التي قام بها مواطني او شركات هذا الطرف على الارض او
الاقاليم البحرية للطرف الاخر بعد فحص هذه الضمانات في كل حالة
على حده .

استثمارات مواطني وشركات أحد الأطراف المتعاقدة على الارض او
الاقاليم البحرية للطرف الاخر لا تستلزم الحصول على الضمانات المشار
الى الاعلاه الا اذا كان قد حصل منها على عاقبة هذا الطرف الاخر .

ب - اتلاف السلطات العامة اموال الغير الاخر بالقوة في الحالة التي لا يكون فيها هذا الاتلاف ناتجا عن عمل من اعمال الحرب او لم تفرضه مقتضيات مثل هذا النوع .

يمتعدون في جميع الظروف من الحر في الاصلاح أو التموير المناسب .

العادة (د) نزع الملكية :

١-٥ - على الاضرار المتعاقدية عدم اتحاذ اجراء - بالمصادرة او التأميم او كس اجراء من شأنه ان يهز الاحتيازة مباشرة او بصورة غير مباشرة (الاحراقات المقصودة هنا هي اجراء - سرع الملكية) ضد مواضي وشركا - الصرف الاخر ، والاستثمارات الخاصة بهم على ارضهم واقليمهم البحرية ان لم تكن من اجل المصلحة العامة وبشرط ان لا تكون هذه الاحرا - تمهيزية ولا منافسة للترام حاصر .

ان احرا - نزع الملكية التي يمكن اتحاذها ينبغي ان تكون محللا لدفع تعوير . بمرر وبناسد وان يعدر مبلغه طبقا للقيمة الحقيقية للاستثمارات المنزوعة وان تقسيم المنظر لذو - اساع الابدانوية العادية ، المساقفة لكر تبديد نزع الملكية وبذفة حاسد قبل اعلان نزع الاحتيازة على الجمهور بحدن مقدار التتعوير وشريطة دفعه في تاريخ نزع الاحتيازة على ابعده تقدير . ويكون قابلا للدفع بدون تأخير وقابل للتحويل بحرية . وينتج فوائد محسوبة طبقا لسعر الفائدة المتعار عليها بين الاضرار المتعاقدية حتى تاريخ الدفع .

٢-٥ - تتخذ نصوص قانونية تعطي المواضين والشركا - المعنية الحو في العراية السريعة لشرعية الاحرا - المتخذة ضد الاستثمارات أو الإيرادات وتقييمها طبقا لاحتيازة مناسدة وبواسطة سلطنة (ادارية او قضائية) مستقلة عن الصرف المتعاقد الدر يتحدن احرا - نزع الاحتيازة ، طبقا للمبادئ الملل عنها في هذه

المادة (٣) معاملة الاستثمارات :

٣-١ - ينبغي كل طرف متعاقد على أرضه ومناذقه البحرية على مواثني وشركات الدول الأخرى ، فيما يتعلق باستثماراتهم وأنشطتهم المرتبطة بهذه الاستثمارات ، المعاملة الممنوحة لمواطنيه وشركائه او المعاملة الممنوحة لمواطني وشركات الامة الاكثر رعاية ، اذا كانت هذه المعاملة اكثر فائدة . وطبقا لهذا فان المواثني المسموح لهم بالعمل على الاقليم والمناطق البحرية لاجل الاغراض المتعاقسة يستلهمون الاستفادة من كل التسهيلات الممنوحة للممارسة انشطتهم المهنية .

٣-٢ - تموير الاتفاقات الحالية المتعلقة بالمعاملة الوضعية او بتلك المتعلقة بمعاملة الامة الاكثر رعاية لا تلزم الطرف المتعاقد بأن يمنح مواثني وشركات الطرف المتعاقد الاخر بمزاياها كل معاملة او بوائد او مزاياها ممنوحة من الطرف الاول المتعاقد بناء على اتفاق متعلق باتحاد جمركي قائم او سيقوم ، او سوق مشتركة ، او منطقة ذات تعريفات حركية او كل شكل آخر للمبادلات الاقتصادية الاقليمية .

المادة (٤) تموير الاضرار والحاسر :

٤ - ١ - يستفيد المستثمرون لان من الطرفين المتعاقدين التي قد تتعرض استثماراتهم للخسارة الناتجة عن الحرب او اي صراع مسلح او الثورة او عصيان او تمرد او حالة الطوارئ الوضعية التي تحدث على الارض ، او المناطق البحرية للطرف المتعاقد الاخر ، من جانب الطرف الثاني نعمر المعاملة الملائمة الممنوحة للمستثمرين الوضعيين او لمستثمرى الدول الاكثر رعاية .

٤ - ٢ - اذا تحمل مواثني وشركات اي طرف متعاقد في الاحوال المنصوص عليها في الفقرة ١ - ١ على الارض او المناطيق البحرية للطرف الاخر حاسر ناتجة عن :
أ - مصادرة السلطات العامة لاموال الطرف الاخر بالقوة .

٤-١- يقصد بمصطلح "الشركات" كل "الاشخاص المعنوية مثل ،
وهيئة خاصة الشركات والشركات الانضمامية او التجارية
المؤسسة على ارض احد الطرفين المتعاقدين وطبقا
لتشريعاته والحاصلة على مركز شركة او تخضع لاشرف مباشر
او غير مباشر من احد الاطراف المتعاقدة او من شخص
معنوي يمتلك مركز شركة على ارض احد الطرفين المتعاقدين
وتأسس طبقا لتشريعاته .

٥-١- يشمل مصطلح " الاقاليم البحرية " المناطق البحرية وما تحت
سطح الماء والتي يمارس عليها الاطراف المتعاقدة طبقا
لقواعد القانون الدولي السيادة وحقوق السيادة أو أي تشريع

المادة (٢) (تشجيع وحماية الاستثمار)

١-٢- يسمح ويشجع الطرفان المتعاقدان في اطار تشريعاتهما
ونصوم هذا الاتفاق الاستثمارات التي انجزها مواطنو
وشركات الطرف الاخر على ارضه ومناطقه البحرية .

٢-٢- يلتزم كل من الطرفين المتعاقدين بأن يؤمن على ارضه وفي مناطقه
البحرية معاملة عادلة ومنصفة طبقا لمبادئ القانون الدولي
لاستثمارات مواطني وشركات الطرف الاخر وان يعمم
على ان لا يعمد ممارسة الحقوق المعترف بها ان قيد قانوني او فعلي .
وطو كز من الطرفين المتعاقدين ان لا يحمق باخذ ان اسرار
الذ لا يمرر لها او تميزه ككارة بديانة واستعمال واستغلال ونقل
طكية الاستثمارات التي قام بها مواطنوا وشركات الطرف المتعاقد
الاخر على الارض والمناخو البحرية . ويلتزم الطرفان المتعاقدان
بتسديد الالتزامات المنصو عليها في العقد والخاصة بمواطني
او شركات المتعاقد الاخر .

٣-٢- الاستثمارات التي اتصها مواطنوا او شركات احد الطرفين المتعاقدين
على الارض والمناطق البحرية للطرف المتعاقد الاخر تستفيد من
حماية واس كاملين وشاطين .

- أ - الممتلكات المنقولة أو غير المنقولة وكذلك كل الحقوق المعنوية الأخرى مثل الرهونات العقارية والامتيازات وحقوق الانتفاع والاستغلال والضمان والحقوق السائلة .
- ب - الأسهم وعلاوات الإصدار وكل أشكال المساهمة حتى ولو كانت تمثل أقلية أو غير مباشرة في الشركات المؤسسة على إقليم أي من الطرفين .
- ج - الالتزامات والديون والحقوق وكل التزام ذو قيمة اقتصادية .
- د - حقوق المؤلف وحقوق الملكية الصناعية (مثل براءات الاختراع والتراخيص والعلامات المسجلة والنماذج والقوالب الصناعية) والأجرات التقنية والأسماء المسجلة والشهرة التجارية .
- هـ - حقوق الامتياز الممنوحة بالقانون أو بناءً على عقد بما في ذلك الالتزامات المتعلقة بالتعقيب عن المعادن والزراعة واستخراج أو استغلال الثروات الطبيعية بما فيها تلك الواقعة في المناطق البحرية المجاورة قبل أو بعد سريان هذا الاتفاق طالما أن استثمارات الأموال المشار إليها ينبغي أن تستغل لا وقد تم استغلالها طبقاً لتشريعات الطرف المتعاقد على إقليمه أو على المناطق البحرية التي تم استغلال الاستثمار فيها .
- كل تعديل في شكل استثمار الممتلكات ينبغي أن لا يؤثر على أهلية الاستثمار ، كما يشترط أن لا يكون مناقضاً لتشريعات الدولة التي سينفذ الاستثمار على إقليمها أو على مناطقها البحرية .
- ٢-١ - يقصد بمصطلح " الإيرادات " كل الحاصلات التي أنتجها الاستثمار بصفة خاصة وليس على سبيل الحصر الأرباح والقساط والحقوق وحصر أرباح الأسهم والأرباح خلال الفترة المقررة . إيرادات الاستثمار في حالة إعادة استثمارها تتمتع إيراداتها بنفس الحماية التي يتمتع بها الاستثمار الأصلي .
- ٣-١ - يقصد بمصطلح " المواطنين " الأشخاص الطبيعيين الحائزين على جنسية أحد الأطراف المتعاقدة .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

اتفاق

بين حكومة الجمهورية العربية الميضية

و

حكومة الجمهورية العرنسية

بشأن تشجيع وحماية الاستثمار

ان حكومة الجمهورية العربية الميضية وحكومة الجمهورية الفرنسية (اللتان سيطلق عليهما فيما بعد بالطرفين المتعاقدين) يرغبان في تطوير التعاون الاقتصادي بين الدولتين . وخلق ظروف مواتية لتشجيع الاستثمارات الفرنسية في الجمهورية العربية الميضية والاستثمارات الميضية في فرنسا .

واقترعا عليهما بأن تشجيع وحماية هذه الاستثمارات في اطار اتفاق دولي لقادر على تحفيز سير الاعمال وتحويلات رؤوس الاموال والتكنولوجيا بين البلدين من اجل التنمية الاقتصادية والرخاء في الدولتين .

فقد اتفقا على النصوص الآتية :

المادة (١)

تعريفات :

من اجل تطبيق هذا الاتفاق :

١-١ - يقصد بمصطلح " الاستثمار " كل الممتلكات والحقوق والفوائد

فيها كانت طبيعتها وبشكل خاص وليس على سبيل الحصر ما يلي :

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE YEMEN ARAB
REPUBLIC CONCERNING THE PROMOTION AND PROTEC-
TION OF INVESTMENTS

The Government of the Republic of France and the Government of the Yemen Arab Republic (hereinafter referred to as “the Contracting Parties”),

Desiring to develop economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in the Yemen Arab Republic and for Yemeni investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments in the framework of an international agreement are likely to stimulate the flow of business and transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development and of prosperity in the two States,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement:

1.1. The term “investment” shall apply to assets, rights and interests of any category, and particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights (such as patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in adjacent maritime zones;

It being understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zones the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

¹ Came into force on 19 July 1991, i.e., one month after the date of receipt of the last of the notifications by which the Contracting Parties had informed each other of the completion of the required internal procedures, in accordance with article 12.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the State in whose territory or maritime zones the investment is made.

1.2. The term “income” shall mean all the amounts yielded by an investment, and particularly but not exclusively, profits, royalties, rights and interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

1.3. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

1.4. The term “companies” shall apply to any bodies corporate, particularly such as companies, commercial firms or associations, constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having their registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

1.5. The term “maritime zones” shall mean those maritime and submarine zones over which the Contracting Parties exercise sovereignty, sovereign rights or jurisdiction, in accordance with international law.

Article 2

PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

2.1. Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, the investments made in its territory and maritime zones by nationals and companies of the other Party.

2.2. Each Contracting Party shall undertake to accord in its territory and maritime zones just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*. Each Contracting Party shall undertake not to impede by unjustified or discriminatory measures the management, maintenance, utilization, enjoyment or disposal of investments made by nationals or companies of the Contracting Party in its territory or maritime zones.

Each Contracting Party shall undertake to honour obligations which it may have contracted with regard to the investments of nationals or companies of the other Contracting Party.

2.3. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall enjoy, in the territory and maritime zones of the other Contracting Party, full and complete protection and security.

Article 3

TREATMENT OF INVESTMENTS

3.1. Each Contracting Party shall accord in its territory and maritime zones to nationals or companies of the other Party, in respect of their investments and activi-

ties in connection with such investments, the same treatment as is accorded to its nationals or companies or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and maritime zones of either Contracting Party shall be entitled to enjoy any material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

3.2. The provisions of this Agreement in respect of national treatment or that of the most favoured nation shall not oblige a Contracting Party to extend to nationals or companies of the other Contracting Party the advantages of any treatment, benefit or privilege accorded by the first Contracting Party by virtue of an agreement concerning an existing or future customs union, a common market, an external tariff zone or any other form of regional economic organization.

Article 4

COMPENSATION FOR DAMAGE AND LOSSES

4.1. Investors of either Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, uprising or state of national emergency in the territory or maritime zones of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own investors or to investors of the most favoured nation.

4.2. Nationals and companies of one Contracting Party who, in one of the situations specified in paragraph 4.1., suffer in the territory and maritime zones of the other Contracting Party losses resulting from:

(a) The requisition of their property by the forces or authorities of the said Party;

(b) The destruction of their property by the forces or authorities of the said Party, provided that such destruction has not been caused in a combat action or necessitated by the exigencies of the situation;

Shall, in all circumstances, be granted restitution or appropriate compensation.

Article 5

DISPOSSESSION

5.1. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly (measures hereinafter referred to as “dispossession” measures), of the investments belonging to them in its territory and maritime zones, except for reasons of public necessity and on condition that these measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, calculated in accordance with the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession and in particular before the dispossession is known publicly.

Such compensation, its amount and methods of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of a rate of interest to be agreed by the Contracting Parties.

5.2. Legal measures shall be taken to accord the nationals and companies concerned the right to prompt verification of the legality of measures taken against investments or income and of their assessment by means of an appropriate procedure and by an (administrative or judicial) authority independent of the Contracting Party which carries out the expropriation, in accordance with the principles set forth in this paragraph. Such shall not undermine the right to arbitration in accordance with article 8 hereunder.

Article 6

TRANSFERS

A Contracting Party in whose territory or maritime zones investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies unrestricted freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1.1., subparagraphs (d) and (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the complete or partial liquidation of the investment, including appreciation in the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in articles 4 and 5 above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zones of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

Article 7

GUARANTEES

In so far as the legislation of one Contracting Party provides for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zones of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zones of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

Article 8

ARBITRATION IN THE EVENT OF DISPUTE BETWEEN A NATIONAL OR A COMPANY AND A CONTRACTING PARTY

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall, as far as possible, be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965.¹

Article 9

ASSUMPTION OF RIGHTS

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby enter into the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

Article 10

SPECIFIC UNDERTAKINGS

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party *vis-à-vis* nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, in so far as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

Article 11

DISPUTES BETWEEN CONTRACTING PARTIES

11.1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

11.2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

11.3. The said tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member of the arbitral tribunal within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration. The two members so designated shall appoint by mutual agreement a third member, who shall be a national of a third country and who shall be designated as chairman of the arbitral tribunal by the two Contracting Parties; the chairman shall be designated within two months of the designation of the last of the two other members.

11.4. If the time-limits established in paragraph 11.3. above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any applicable agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party, or if, for any other reason, he is prevented from exercising that function, the Assistant Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

11.5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its judgment at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, legal costs, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the two Governments.

Article 12

ENTRY INTO FORCE

Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required by it for the entry into force of this Agreement. Such notifications must be made as soon as possible. This Agreement shall take effect one month after the date of receipt of the last such notification.

Article 13

TERM OF THE AGREEMENT

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years; it shall remain in force thereafter unless one year's notice of denunciation is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 15 years.

DONE at Paris on 27 April 1984, in two copies, each in French and Arabic, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Assistant Director
Treasury Department

For the Government
of the Yemen Arab Republic:

[Signed]

MOHAMED AHMED AL JUNAID
Minister of Development
and Head of the Central
Planning Organization

EXCHANGE OF LETTERS

I a

Sir,

I have the honour to refer to the Agreement signed today between the Government of the French Republic and the Government of the Yemen Arab Republic concerning the mutual promotion and protection of investments and to state that the interpretation of the Agreement is as follows:

1. *In respect of article 1, paragraph 1.1.*

With regard to investments made before the date of signature of this Agreement, the treatment provided for under the latter shall apply unless the Contracting Party in whose territory or maritime zones the investment was made notifies, on a case-by-case basis, the other Contracting Party within six months of the date of signature of this Agreement of a decision to the contrary.

In that event, consultations shall take place between the Contracting Parties at the request of either of them with a view to finding a mutually acceptable solution. In the interval or in the absence of such consultations, the treatment of the investment concerned shall remain defined by the special agreements made prior to signature of this Agreement.

2. *In respect of article 1, paragraph 4*

The nationality of a company “controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation” shall be recognized by the Contracting Party in whose territory or maritime zones the investment is made, before it is made.

In the event of disagreement over the nationality of the company concerned, consultations shall take place between the Contracting Parties with a view to reaching a mutually satisfactory agreement.

3. *In respect of article 3*

(a) Any restriction on the purchase and transport of raw materials and ancillary products, energy and fuels, and means of production and development of any kind, any restriction on the sale and transportation of goods either inside or outside the country and any other measure having a similar effect shall be considered to impede just and equitable treatment either *de jure* or *de facto*;

(b) The Contracting Parties shall, within the framework of their domestic legislation, look favourably upon applications for entry permits and for residence, work and travel authorizations made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment in the territory of the other Contracting Party.

4. *In respect of article 5*

The rate of interest agreed by the Contracting Parties shall be the official rate of interest of the special drawing right, as established by the International Monetary Fund.

I should be grateful if you would inform me of your Government's agreement to the content of this letter.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Chairman of the French Delegation
Assistant Director, Treasury Department

II a

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today, which reads as follows:

[*See letter Ia*]

I have the honour to confirm to you my Government's agreement to these terms.

Accept, Sir, etc.

[*Signed*]

MOHAMED AHMED AL JUNAID
Chairman of the Delegation
of the Yemen Arab Republic
Minister of Development and Head
of the Central Planning Organization

I b

Sir,

I have the honour to refer to the agreement signed today between the Government of the French Republic and the Government of the Yemen Arab Republic concerning the mutual promotion and protection of investments and to state that the interpretation of this Agreement is as follows with regard to articles 8 and 9:

While awaiting the accession by the Yemen Arab Republic to the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965, the Contracting Parties agree that any dispute related to investments between one Contracting Party shall be conclusively settled according to the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law, as adopted by the General Assembly of the United Nations in its resolution 31/98 of 15 December 1976.

I should be obliged if you would inform me of your Government's agreement to the content of this letter.

Accept, Sir, etc.

[Signed]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Chairman of the French Delegation
Assistant Director, Treasury Department

II b

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today which reads as follows:

[See letter I b]

I have the honour to confirm my Government's agreement to the content of this letter.

Accept, Sir, etc.

[MOHAMED AHMED AL JUNAID]
Chairman of the Delegation
of the Yemen Arab Republic

I c

Sir,

I have the honour to refer to the Agreement signed on 27 April 1984 between the Government of the French Republic and the Government of the Yemen Arab Republic. Following talks which took place between experts of the two Parties with a view to rendering the Arabic text consistent with the French text, the following has been agreed:

	<i>French text</i>	<i>Arabic text</i>	<i>English translation</i>
Article 1			... rights to any benefit having an economic value ...
1.1. (c)			
Article 1			... by nationals of one Contracting Party ...
1.4., line 5			
Article 3			... an external tariff zone ...
3.2., line 6			
Article 4			... the requisition of their property by the forces or authorities of the said Party ...
4.2. (a)			
Article 4			... the destruction of their property by the forces or authorities of the said Party ...
4.2. (b)			
Article 6 (a)			... profits and other current income ...
Exchange of letters, No. 1, page 9, first letter, 3 (b), line 2			... within the framework of their domestic legislation ... (omitted from the Arabic text)
Exchange of letters, No. 1, page 11, second letter, 3 (b), line 2			... within the framework of their domestic legislation ... (omitted from the Arabic text)

If the foregoing receives the approval of your Government, this letter and your reply shall form an integral part of the aforesaid Agreement and shall enter into force on the same date as that Agreement.

Accept, Sir, etc.

For the Government of the Yemen Arab Republic:

MOHAMED SAID AL ATTAR
Deputy Prime Minister
Minister of Development and Head
of the Central Planning Organization

II c

22 December 1985

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 22 December 1985, which reads as follows:

[See letter Ic]

I confirm to you that both Parties agree to the content of the aforesaid letter.

Accept, Sir, etc.

For the Government of the Republic of France:

[Signed]

JEAN-CLAUDE TRICHET
Administrative Chief, Treasury Department
